

L'eau

4	Editorial
6	L'eau se fait rare (par Rosmarie Bär)
10	L'eau actionne le moulin du développement durable (par Rosmarie Bär)
12	L'eau, un sujet de conflits au 21 ^e siècle (par Lavinia Sommaruga)
14	L'agriculture a soif (par Rosmarie Bär)
18	Femmes, porteuses d'eau du monde (par Rosmarie Bär)
22	Entre ciel et terre: l'eau, un don merveilleux (par Kathrin Spichiger)
24	Droits d'eau traditionnels (par Corinne Wacker)
26	De quelle quantité d'eau l'homme a-t-il besoin?
28	L'eau, une simple marchandise? (par Franz Gähwiler)
30	Et que jaillisse le profit (par Fritz Brugger)
32	Utilisation intégrée de l'eau – la voie du futur (par Fritz Brugger)
36	Douze exigences pour une politique viable de l'eau
39	Pour en savoir plus/Impressum
40	Quelques informations en bref

(Editorial)

Qui doit avoir la mainmise sur l'eau?

Nous devons craindre de graves conflits pour l'eau au cours de ces 25 prochaines années. Depuis un siècle, la consommation d'eau fraîche augmente deux fois plus vite que la population à l'échelle du globe. Un tiers de l'humanité souffre aujourd'hui déjà d'un approvisionnement insuffisant en eau. S'il n'est pas remédié à cette situation dans le quart de siècle à venir, deux tiers de l'humanité manqueront de cet élément essentiel.

Les plus touchés sont les plus pauvres des pauvres, les femmes au premier chef. Dans les pays en développement, pour avoir de l'eau, et dans la mesure où ils ont effectivement accès à de l'eau potable salubre, ces démunis déboursent souvent un multiple de ce que leurs concitoyens nantis doivent payer.

Pour résoudre la crise de l'eau, trois objectifs s'avèrent prioritaires: que tous les hommes aient accès à l'eau potable propre, qu'il soit mis un terme au gaspillage de l'eau et que la protection des eaux devienne une réalité.

En théorie, les opinions sont unanimes sur ces questions. Mais les avis divergent quant aux acteurs économiques qui doivent consentir les investissements nécessaires. Est-ce à l'Etat d'agir? Ou plutôt à l'économie privée? Il est de bon ton de croire aujourd'hui que la privatisation de l'eau représente une meilleure solution que le monopole public. Les grands complexes privés flairent là un marché juteux: depuis des années, des groupes gravitant autour de l'eau, dont Nestlé, se rendent acquéreurs de sources et de concessions et proposent leurs services aux collectivités publiques comme entreprises générales d'approvisionnement en eau et d'épuration des eaux.

Mais l'accès à l'eau pour tous les hommes ne se garantit pas qu'à coups d'investissements dans des systèmes techniques. Pour qu'à l'avenir tous les hommes vivent de l'eau, il faut d'abord que l'accès à cet élément vital soit géré aussi équitablement que possible. Nous sommes résolument d'avis qu'une telle gestion juste ne pourra pas être assurée si des groupes privés s'approprient l'élément liquide. Il doit rester un bien public. Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera soumis au contrôle démocratique. Même si ce principe vaut depuis plus d'un siècle pour la Suisse, certains s'agitent également chez nous pour demander de privatiser un système d'alimentation public qui a fait ses preuves.

Vu les conflits qui menacent d'éclater pour la possession de ce précieux bien et le débat actuel sur sa privatisation, un engagement plus franc des organisations d'entraide est de mise. La Suisse doit se battre pour l'idée d'une convention internationale sur les eaux prescrivant des solutions équitables de distribution au sein des Etats et entre eux et refusant la domination privée sur cet élément nécessaire à la vie. Le présent numéro de la Revue Sud présente les enjeux de cette problématique non sans tracer des pistes où s'engager dans le futur.

Peter Niggli

Directeur de la Communauté de travail

Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas

L'eau se fait rare

«Le monde s'arrête là où l'eau prend fin.»

(Proverbe ouzbek)

C'est à l'eau que la Terre doit son nom de planète bleue. Les éléments liquides, l'eau des mers et des océans surtout, recouvrent 70 pour cent de notre globe. L'eau douce ne fait que 2,6 pour cent de ces masses et, de cette dernière proportion, seul 0,016 pour cent peut être utilisé directement par l'homme. Le reste se présente sous forme de glace, dans les calottes polaires et les glaciers, ou est profondément enfoui dans le sol sous forme d'eaux souterraines fossiles.

L'eau est une denrée «contradictoire»: dans maintes régions, elle est (trop) rare alors que dans d'autres, elle coule à flots (trop) abondants. Ainsi la Suisse est-elle le château d'eau de l'Europe tandis que nombre de pays africains souffrent d'un manque chronique en la matière. Si les nations industrialisées utilisent chaque jour plus de 150 litres d'eau par habitant, les pays au sud du Sahara n'ont en moyenne pas plus de 20 litres de ce précieux élément par personne. L'eau, comme symbole de solidarité et de préservation de la vie, est de plus en plus considérée comme une marchandise et devient une source de conflits entre les hommes et les régions.

Et la situation s'annonce tendue dans ce domaine. Une consommation en hausse et une pollution toujours plus inquiétante diminuent les réserves. La croissance démographique dope la demande. 1,4 milliard d'êtres humains – plus du cinquième de la population mondiale – n'ont à ce jour pas suffisamment d'eau potable ou pas d'eau potable propre. 80 pour cent de toutes les maladies affectant les pays en développement sont dues à la consommation d'eau polluée ou à un manque d'installations hygiéniques. 7 millions d'êtres humains meurent chaque année d'avoir consommé de l'eau non potable. Par surcroît, les changements climatiques viennent perturber le cycle de l'eau. Les sécheresses et les pluies diluviennes se succèdent à un rythme toujours plus rapide et sapent les bases de la vie.

Le nombre de pays affectés par de graves problèmes d'eau augmente très rapidement. D'après l'ONU, 2,5 milliards d'êtres humains, soit près du tiers des hommes, pourraient souffrir d'un cruel manque d'eau en l'an 2025. Les populations des pays en développement seront les premières touchées. Mais le niveau des nappes phréatiques baisse sur tous les continents. Manquer d'eau implique manquer de denrées alimentaires et, partant, souffrir de la faim. La concurrence pour l'eau à laquelle se livrent les villes et les campagnes, l'agriculture et l'industrie va s'aiguiser. Et l'eau est déjà l'enjeu de conflits armés.

Dans 50 ans, cet élément sera plus précieux que l'or et stratégiquement plus important que le pétrole. Le manque d'eau toujours plus flagrant se mue en crise écologique et sociale globale. L'un des grands enjeux de l'humanité sera de remédier à cet état de fait. Notre futur en dépend.

Prévention des maladies: Les paysans des montagnes de la province de Sacaca en Bolivie doivent capter leur eau à des sources non protégées. Aussi sont-ils nombreux à souffrir d'infections gastro-intestinales. Epaulée par Caritas, l'organisation non gouvernementale locale Mosoj Causay s'active dans cette province et forme notamment des médiateurs qui conseillent la population sur des sujets relevant de la santé et de l'hygiène. En 1998, elle a coordonné l'adduction d'eau potable dans la commune de Kachari. Vu les expériences positives rassemblées, quatre nouvelles conduites seront construites dans quatre autres communes.

Photo: Caritas

L'eau actionne le moulin du développement durable

«Aman iman – L'eau c'est la vie.»

(Proverbe touareg)

Sans eau, pas de vie. Toute vie sur terre est tributaire du cycle de l'eau. Sa gestion, sa prospection, sa distribution et son utilisation ont modelé l'histoire de la civilisation humaine et le visage de la Terre. Bref, l'eau est irremplaçable.

La Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies prescrit le droit à des conditions de vie équitables synonymes de vie saine et d'approvisionnement en denrées alimentaires. Ce droit implique le droit à l'eau. «Tout individu a le même droit à l'eau potable, en qualité et quantité suffisante pour couvrir ses besoins» lançait l'ONU en 1977. L'objectif tenait en ces termes à l'époque: «faire en sorte que tous les êtres humains aient accès à l'eau potable d'ici à l'an 2000». La réalité en est plus éloignée que jamais.

Lors du Sommet de la Terre de Rio, en 1992, la communauté des nations s'est engagée à suivre la voie commune menant au développement durable. Or cette notion signifie protéger les bases de la vie, préserver l'avenir des générations futures, octroyer des chances de développement équitables aux hommes de l'hémisphère sud et remédier à la répartition inique de la prospérité. Bref, le développement durable promet une vie empreinte de dignité pour tous les hommes. Dans le document clef du Sommet de la Terre de Rio, l'Agenda 21, la protection intégrale de l'eau revêt une importance capitale: «N'est viable qu'une répartition équitable et loyale entre les différents groupes d'utilisateurs, entre les divers Etats, entre l'homme et la nature.»

C'est le gaspillage et la surexploitation des réserves d'eau qui soulignent le mieux la tendance actuelle à faire fi des limites de la durabilité. Il ne s'agit (plus) de construire des puits plus profonds et des canalisations plus longues encore. Aujourd'hui, l'enjeu est de parvenir à ne plus consommer davantage que ce que la nature peut régénérer. Utilisation efficace plutôt que gaspillage, tel est le mot d'ordre.

L'UNESCO écrit sur l'eau: «Cette ressource précieuse et essentielle doit être considérée comme un trésor de la nature et une partie de l'héritage culturel de l'humanité.» Les conventions internationales et le droit national, la coopération au développement ainsi que les accords économiques et de crédits doivent s'imprégner d'une telle philosophie. L'eau ne doit pas devenir une marchandise usuelle, mise en bouteille, ravie par les grands groupes industriels. L'impératif éthique de la politique future en la matière doit garantir la satisfaction des besoins de base en eau pour l'ensemble des hommes de toutes les nations de la planète.

Gestion plus réfléchie de l'eau: Mandatés par l'Islamic Relief Agency et épaulés par le fonds de contrepartie jordano-suisse, des ingénieurs ont développé le prototype d'un réservoir d'eau d'une profondeur de huit mètres dans le nord de la Jordanie. Ce réservoir ventru est bétonné à l'intérieur et imperméable. L'eau de pluie collectée sur le toit des maisons y est acheminée par des canalisations. Une petite pompe électrique permet de l'amener jusque chez l'utilisateur. Des essais ont démontré que l'eau collectée pouvait être consommée un an durant sans nettoyage supplémentaire. Ces citernes inédites profitent d'abord aux familles nécessiteuses.

Photo: Martin Woker/NZZ

L'eau, un sujet de conflits au 21^e siècle

«Je n'ai jamais retenu l'eau du Nil, je ne me suis jamais mis au travers de son chemin, je n'ai jamais souillé les eaux du Nil.»

(Inscription dans la Vallée des Rois, Ramsès III)

Plus de 200 grands fleuves, lacs et réserves d'eaux souterraines de la planète sont à cheval sur plusieurs frontières. La raréfaction de l'eau et sa distribution inégale entraînent des tensions dans maintes régions du globe et représentent un risque considérable. Dans son rapport sur la politique suisse de sécurité, le Conseil fédéral écrivait en 1990:

«Aujourd'hui déjà, près de la moitié de la population mondiale souffre d'un cruel manque d'eau et la concurrence autour de la distribution de cet élément vital se fera forcément plus vive». En 1991, l'ancien secrétaire général de l'ONU, B. Boutros-Ghali prophétisait une future guerre pour l'eau au Moyen-Orient plutôt qu'une guerre aux motivations politiques.

Lorsque le manque de ressources hydriques entrave le développement, l'eau devient souvent un réel enjeu politique. Au Proche-Orient, les problèmes tournant autour de l'eau viennent s'ajouter aux prétentions territoriales et politiques. Lorsqu'en 1959, l'Etat d'Israël concrétisa son projet transnational de développement controversé «National Water Carrier», la Ligue Arabe décida de détourner les fleuves donnant naissance au Jourdain dans le Yarmuk. Lorsque les travaux débutèrent, Israël réagit en bombardant les chantiers arabes. Depuis la conquête du haut plateau du Golan en 1967, il contrôle deux des principaux bassins versants du Jourdain au nord du lac Génésareth. A côté des points de conflits liés au tracé des frontières et à la politique commerciale, l'eau reste un facteur décisif des négociations de paix entre Israël et ses voisins arabes.

Dans de nombreuses régions du monde, les Etats riverains de grands fleuves se voient contraints de rechercher des solutions communes, ainsi dans la zone des Grands Lacs (Afrique centrale), sur le Mékong (Indochine) ou dans la zone d'influence du Nil. Dans cette dernière région, la Fondation suisse pour la paix participe depuis 1999 au projet «Environmental Conflict Management in the Blue Nile Basin» (ECONILE).

Dans le bassin du Tigre et de l'Euphrate, un conflit auquel la Suisse est aussi indirectement mêlée, est en train de s'aiguiser. Depuis des années, la Turquie construit pas moins de 21 barrages dans le cadre de son projet dit du sud-est anatolien. Le Conseil fédéral a octroyé une garantie contre les risques à l'exportation aux firmes helvétiques contribuant à la construction de l'Ilisu, le deuxième barrage turc par la taille. Avec ces retenues, la Turquie peut influencer considérablement l'utilisation de l'eau dans toute la région. Les pays en aval du fleuve, la Syrie et l'Irak en sont pour leurs frais.

Exemple de projet

Construction de puits au Toposaland: Le Toposaland, dans le sud du Soudan, est extrêmement aride, son climat y est étouffant et sec. Même si les conflits armés n'ont pas gagné la région, on y ressent leurs effets car les habitants des contrées secouées par la guerre viennent y chercher refuge. Le fragile équilibre social menace de se rompre. Ici, la survie dépend de l'accès à l'eau. Or elle fait défaut dans cette région peu arrosée par les pluies. Les points d'eau accessibles sont souvent pollués: c'est une menace pour la santé. Pour cette raison, Caritas aide le diocèse de Torit à construire 75 puits profonds avec l'appui de la Chaîne du Bonheur et de la Confédération.

Photo: Caritas

L'agriculture a soif

«La grenouille ne boit pas jusqu'à la dernière goutte d'eau de l'étang où elle vit.»

(Proverbe inca)

Eau et pain vont de pair. Il y a 6000 ans, les Sumériens creusèrent des tranchées dans la plaine entre le Tigre et l'Euphrate pour conduire l'eau dans leurs champs asséchés. Cette pratique fut la première irrigation connue.

A l'heure actuelle, c'est l'agriculture qui consomme le plus d'eau à l'échelle du globe. Plus de 70 pour cent de l'eau utilisée par les hommes – plus de 80 pour cent dans les pays en développement – sert à produire de la nourriture. 40 pour cent des denrées alimentaires confectionnées dans le monde dépendent déjà de l'irrigation artificielle. L'agriculture industrielle de la «Révolution verte» a prôné l'irrigation à grande échelle. Comme l'urbanisation progresse à un rythme endiablé, la concurrence se fait toujours plus vive autour d'une eau qui se raréfie. Ces prochaines années, le facteur limitant de la production agricole ne sera plus uniquement la disponibilité des terres mais encore le manque d'eau. Et ce ne sont pas les recherches entamées par certains grands complexes (Monsanto) pour sélectionner des plantes résistantes à l'eau au moyen du génie génétique qui résoudront le problème.

L'agriculture irriguée a souvent inefficacité et gaspillage pour corollaire. 60 pour cent de l'eau n'est jamais captée par la plante. Des systèmes d'irrigation défectueux, des réseaux de canalisations vieillots et des techniques inadaptées contribuent à laisser le précieux élément s'évaporer ou se perdre en s'infiltrant dans le sol. Subventionner à coups de millions l'utilisation agricole de l'eau fait obstacle à son utilisation parcimonieuse et à sa gestion appropriée.

Des pompes toujours plus puissantes sont mises en service et exploitent des nappes souterraines fossiles dont la régénération est impossible. L'Arabie-Saoudite a par exemple cultivé du blé dans le désert en pompant l'eau de telles nappes. Ces sources se tariront à long terme. De surcroît, les eaux souterraines sont souvent polluées et rendues impropres à la consommation par les nitrates et les pesticides que déverse l'agriculture intensive. On ne compte plus les rivières et les lacs surexploités. Conséquences d'une telle réalité? L'érosion des sols et la salinisation des terres, de graves menaces planant sur l'alimentation mondiale.

Une gestion durable de l'eau dans l'agriculture doit s'inspirer des multiples techniques d'irrigation traditionnelles, locales et bon marché. Les innombrables espèces de plantes indigènes et l'agriculture écologique sont moins gourmandes en eau que les plantes étrangères. Il faut que les petits paysans puissent donner leur avis sur la «politique de l'eau» à conduire. Ce sont eux qui dans maints pays fournissent les aliments de base à la population.

Les maraîchères du Sénégal: En dépit d'écueils multiples, les paysannes de Mbwane misent sur la production maraîchère écologique. L'agriculture respectueuse de l'environnement régénère les sols surexploités et salés, préserve le milieu, permet une production meilleur marché tout en fournissant des aliments plus sains. Ajac Kolda, une organisation partenaire de l'Action de carême, aide les paysannes à irriguer leurs cultures en construisant des puits et des murets de pierre faisant rempart contre l'érosion.

Photo: Action de carême

Femmes, porteuses d'eau du monde

*«Que le droit coule comme l'eau
et la justice comme une rivière intarissable.»*

(Le prophète Amos)

«Les femmes nourrissent le monde», tel était le slogan de la Journée mondiale de l'alimentation de 1998. Les femmes produisent plus de la moitié de toutes les denrées alimentaires de la planète. En Afrique, les paysannes fabriquent environ 80 pour cent de l'ensemble des aliments tandis que dans les contrées rurales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine 90 pour cent du maïs, du riz et du blé poussent sous la supervision des femmes. Cultiver des plantes alimentaires et cuire la nourriture sont indissociables de la responsabilité en matière d'eau. La corvée d'eau est le plus souvent dévolue aux femmes et aux jeunes filles. Elles sont les premières victimes d'un manque en la matière, de la pollution des sources et des conséquences écologiques et sociales, tant en qualité de productrices que comme utilisatrices.

La recherche de l'eau est une tâche quotidienne fastidieuse incombant à des millions de femmes de toutes les régions du monde. Dans l'hémisphère sud, elles passent une bonne partie de leur temps à se déplacer vers les points d'eau et à ramener chez elles, pour leurs familles, entre 40 à 60 litres d'eau par jour, au prix de plusieurs heures de marche. Transporter de telles charges ne va souvent pas sans maladies chroniques. De surcroît, les femmes passent de nombreuses heures à faire la queue au puits. Elles s'y rendent souvent à la nuit tombée dans l'espoir d'y trouver des files moins longues. Une journée de travail d'une femme au sud du Sahara compte 17 heures. Après une telle dépense d'énergie et de temps, comment trouver quelques instants pour l'école et la formation et, partant, pour l'épanouissement et l'indépendance économique?

L'accès à l'eau doit devenir un élément clef du développement rural. La lutte contre la faim et la pauvreté est de plus en plus liée à un approvisionnement efficace en eau. Les projets d'infrastructure ne doivent pas être essentiellement axés sur les hommes et leurs activités (p. ex. l'élevage du bétail). En effet, on ne peut plus faire fi des connaissances des femmes. Elles doivent avoir leur mot à dire dans l'organisation et les décisions. Ce sont elles qui doivent être mises au courant des techniques économisant et préservant les ressources hydriques.

Le plan d'action du Sommet de la Terre de Rio relève que les femmes jouent un rôle central dans la recherche, la gestion et la préservation de l'eau. La gestion intégrée des ressources hydriques implique la participation des femmes. Une politique viable de l'eau et le développement durable doivent s'enraciner dans un traitement des femmes à égalité de droit avec les hommes.

Adduction d'eau potable au Burkina Faso: Dans ce pays sahélien qu'est le Burkina Faso, les femmes sont nombreuses à parcourir chaque jour entre 3 et 10 kilomètres pour aller chercher de l'eau pour leur famille car rares sont les villages déjà dotés de leur propre puits. L'O.D.E., une organisation partenaire de l'EPER et de Pain pour le prochain, vise à faciliter l'accès à l'eau aux villages de la province de Bulkiemdé dans le cadre de son programme de développement rural. Outre la construction de forages, ce dernier comprend un volet de sensibilisation à leur entretien et à leur nettoyage.

Photo: EPER

Entre ciel et terre: l'eau, un don merveilleux

*«Ame humaine, comme tu ressembles à l'eau!»
(Johann Wolfgang von Goethe; Gesang der Geister über dem Wasser)*

Il semble qu'on ne se rende plus compte de la valeur de l'eau. Pourtant la dépendance par rapport à ce bien précieux n'est pas moins grande qu'il y a quelques millénaires. Les cultures qui nous ont précédés ont soigneusement vénéré et protégé l'eau. Les Romains lui attribuaient des pouvoirs magiques alors que les sources étaient considérées comme des sanctuaires chez les Germains.

Pour la quasi-totalité des religions, l'eau est source de vie nouvelle et de pureté. Les manières de l'exprimer sont fort diverses. Les Chrétiens et les Hindous essaient de se fondre dans la «substance cosmique» respectivement par le baptême et les ablutions rituelles. Conformément au mythe de la création du Winnebago indien, l'eau provient des larmes de Dieu; ce n'est que plus tard qu'il a créé la lumière et la terre par sa volonté propre et sa pensée. Dans d'autres traditions, l'eau est vénérée comme le symbole de la fertilité, une distinction étant introduite entre l'eau du ciel (masculine) et l'eau terrestre (féminine). La vie ne peut naître que de leur union.

Le Coran voit aussi l'eau, qui vient du ciel, comme un signe des dieux. Le fait de se laver les mains avant et après le repas correspond à un rituel de purification qui doit rappeler le caractère sacré du repas. Dans la tradition biblique, cet élément est un symbole de l'intervention divine. L'eau purifie, soigne et éteint le feu. Elle est la vie éternelle.

Mais il existe d'innombrables autres mythes dans lesquels l'eau est une métaphore de la fin des temps – comme le déluge. Ils associent l'eau à la force destructrice, telle qu'elle se manifeste dans les catastrophes naturelles, mais aussi au danger inhérent à une gestion irresponsable de l'eau par l'homme. De plus, bien des traditions ont en commun d'affirmer que l'eau, puisqu'elle représente la pureté éternelle, ne peut pas être salie par la main de l'homme – un contraste lourd de conséquences, tranchant sur la réalité sanitaire et sociale.

Une fête en l'honneur de l'eau. Au Sri Lanka, l'importance globale de l'eau ne se manifeste pas seulement dans les ablutions très répandues dans les sources et les rivières. La présence d'une source sur son propre lopin de terre est l'occasion de réunir la communauté pour une fête: une nouvelle adduction d'eau potable n'est pas simplement inaugurée mais encore célébrée avec force parures, chants et danses. On fait appel au prêtre bouddhiste ou hindouiste – avec un peu de chance, les deux seront de la partie. Le photo montre un autel artistiquement décoré de chaume de riz, d'écorces, de fleurs, de feuilles de palmiers tressées et de tissu lors de l'inauguration d'une amenée d'eau potable réalisée avec l'appui d'Helvetas.

Photo: Helvetas

Droits d'eau traditionnels

«C'est le charme du désert que de pouvoir y trouver un puits ici ou là.»

(tiré du Petit Prince; Antoine de Saint-Exupéry)

Les droits d'eau des peuples indigènes sont souvent liés aux droits fonciers communautaires. Dans la plupart des pays, ils ont été soumis à la législation publique des eaux et ne se sont conservés que dans une certaine mesure.

Chez les Karens, dans le nord de la Thaïlande, les droits d'eau traditionnels sont indissociables ancrés dans l'écosystème: l'eau est un élément spirituel, vivant, et non pas un matériau, ni une marchandise, dont on peut disposer. Les Karens ont des droits fonciers collectifs que l'Etat ne reconnaît pas et ne protège pas, si bien que les entreprises étrangères du secteur du bois peuvent exploiter la forêt à leur guise, ce qui entraîne des conséquences écologiques dont personne ne peut être rendu responsable. Mais alors quel droit protège ceux qui font les frais d'une telle situation?

Le droit des eaux des San, cueilleurs et chasseurs du désert du Kalahari dans le sud de l'Afrique, ne refuse pas aux étrangers de profiter des éléments liquides. Mais les Bantous et les Européens venus s'installer dans la région ont eu tôt fait de peser trop lourdement sur le fragile écosystème local: leurs troupeaux de bovins ont mangé les pastèques sauvages tandis que leurs forages à grande profondeur ont asséché les points d'eau des San. Sans ressources et affamés, ils sont devenus des journaliers trimant chez les colons et des mendiants sur la terre de leurs ancêtres, entre-temps déclarée privée ou réserve de faune d'Etat.

Le droit international des eaux redécouvre aujourd'hui la sagesse dont font preuve certains peuples dans ce domaine. En 1997, une décision de la Cour internationale de justice a soulevé des questions juridiques fondamentales. Le droit existant devrait être géré de façon plus respectueuse de l'environnement et à un niveau international. Il devrait aussi intégrer le respect du «droit des générations futures» aux ressources naturelles. Ces notions existent dans le droit traditionnel des peuples indigènes. Au lieu de porter le débat sur la seule répartition des droits entre les particuliers et l'Etat, il importerait d'aider les peuples indigènes à faire reconnaître leurs droits traditionnels sur les eaux et d'en étudier leurs principes juridiques.

Appui aux communautés villageoises au Nicaragua: Depuis 1996, SWISSAID aide plusieurs communes de San Ramón à réaliser leurs adductions d'eau potable. Amener l'eau potable et du même coup construire des latrines sont des étapes importantes du développement villageois. Mais il importe également de renforcer les communautés locales et leur organisation, de les sensibiliser aux interactions entre l'eau et la forêt et à la protection des zones de captage par la plantation d'arbres. Des «Comités de Agua Potable y Saneamiento» ont vu le jour à San Ramón: ils contribuent à la réussite des composantes tant sociales que techniques des projets.

Photo: Swissaid

De quelle quantité d'eau l'homme a-t-il besoin?

Eau de boisson, pour le ménage, les services et l'industrie

En fonction du climat, le besoin physiologique d'eau potable varie de 1'000 à 3'000 litres par personne et par an. Pour les ménages privés (douche, lavage, cuisson des aliments, etc.) et le secteur des services (restaurants, hôpitaux, etc.), la consommation oscille entre 18'000 litres en Afrique, près de 100'000 litres en Europe occidentale et 240'000 litres en Amérique du Nord. Les besoins hydriques de l'industrie fluctuent de 7'000 litres en Afrique à 150'000 litres en moyenne dans les pays industrialisés. Une utilisation performante de l'eau devrait être équivalente à 250'000 litres d'eau douce par personne et par an pour pouvoir répondre aux besoins d'eau de boisson, d'eau pour les ménages et d'eau pour les services et l'industrie.

Production de denrées alimentaires

La plus grande partie de l'eau utilisée dans le monde sert à produire des denrées alimentaires. Règle empirique à cet égard: pour obtenir 1 kg de pain, il faut au moins 1'000 litres d'eau de pluie et / ou d'eau d'irrigation. Dans la pratique, l'agriculture doit pouvoir compter sur des quantités bien supérieures. Les fermiers d'Amérique du Nord doivent déverser près de 4'000 litres d'eau pour 1 kg «d'équivalent pain». Il faut près de 5'000 litres d'eau aux paysans des tropiques pour récolter 1 kg de riz en grains.

Comme les animaux ne transforment que 10% de la nourriture environ en viande, c'est au premier chef la quantité d'eau douce requise pour couvrir les besoins énergétiques alimentaires qui est déterminante pour l'alimentation de l'homme. Avec un régime purement végétarien, près de 260'000 litres d'eau par personne et par an sont dans l'idéal utilisés pour produire des denrées donnant un apport de nourriture de 2'500 kcal par jour et personne. Avec un régime non végétarien, les besoins en eau pour la production d'aliments sont bien supérieurs. Pour produire 1 kg de viande, il faut en moyenne près de 20'–30'000 litres d'eau.

Evolution de la consommation mondiale d'eau

Pour couvrir ses besoins de base en eau de boisson, pour la toilette, le ménage et la nourriture (2'500 kcal par jour) et les activités commerciales et industrielles, l'homme a donc besoin de 600'000 litres (régime végétarien) à 1'200'000 litres (non-végétarien) d'eau douce par an. Excepté les pertes à la récolte, ces chiffres partent de l'hypothèse d'une utilisation optimale de l'eau.

Source: EAWAG/Schertenleib

L'eau, une simple marchandise?

«*Everyone lives downstream.*»

(Slogan de la Journée mondiale de l'eau 1999)

A qui l'eau appartient-elle? Qui peut en disposer? Pourquoi ces pressions pour que l'eau soit considérée comme une marchandise commercialisable?

Les efforts visant à rendre l'eau potable accessible à tous les êtres humains n'ont pas abouti. Plus d'un cinquième de l'humanité continue de souffrir d'un manque d'eau. La situation a empiré en bien des endroits de la Terre. Cet affligeant bilan et la domination de l'économie de marché à l'échelle mondiale ont conduit au début des années 90 à accréditer l'idée que seule l'économie privée pourrait garantir un accès à l'eau potable à tous les hommes.

L'eau est une base indispensable à la vie et, partant, n'est pas une marchandise comme le pétrole. Les expériences faites avec les adductions d'eau privées n'ont pas toujours été concluantes comme on a pu le voir en Angleterre. Les concessions de longue durée octroyées sur base contractuelle à des groupes internationaux – qui perçoivent là un moyen de s'enrichir avec un bien qui se fait toujours plus rare – représentent un risque notable pour les pays en développement. Citons l'exemple récent de Cochabamba en Bolivie: seules des protestations massives ont contraint le gouvernement à faire marche arrière en avril 2000 et à réduire les augmentations substantielles du prix de l'eau qu'exigeait, sans avoir amélioré ses prestations, la International Water Ltd., détentrice privée de la concession.

Un marché informel de l'eau s'est organisé dans les zones urbaines des pays en développement: près de 20 pour cent de la population urbaine des pays du sud achète son eau chez un marchand et affecte 10 à 20 pour cent de ses revenus à cette prestation. A Port-au-Prince, capitale de Haïti, des ménages sans raccordement versent entre 8 et 25 francs pour 1000 litres d'eau. A titre de comparaison, la même quantité en coûte 1 franc 20 à un citoyen suisse.

La préparation et la distribution de l'eau ne doivent pas être gratuites. La plupart des habitants des pays en développement sont prêts à payer un prix *supportable*. Un approvisionnement fiable exige la collaboration de tous, de l'économie privée locale aussi, bureaux d'ingénieurs privés et artisans en tête. Une coopération réussie doit cependant impérativement s'appuyer sur un Etat compétent et fonctionnel, capable d'assumer son rôle de régulateur.

La démocratie ouvre les robinets. En 1997, Helvetas a assumé la responsabilité d'un projet d'eau particulier au Mozambique. Depuis des années, le captage de la source avait été effectué, les pompes au diesel et les tuyaux étaient installés. Mais l'eau coulait rarement des captages de Mueda. Des marchands proposaient un seau d'eau contre un seau de maïs, ce que les villageois étaient incapables de payer. Aujourd'hui, le système ne connaît plus d'interruption. Helvetas a simplement chamboulé la gestion de l'adduction d'eau: le gouvernement central a confié le rôle qu'il assumait auparavant aux habitants et à une commission technique locale chargés de l'exploitation. Chaque communauté villageoise a élu un fontainier responsable qui vend l'eau du robinet. Le village fixe son prix. L'argent rassemblé sert à payer le carburant, les petites réparations et le salaire du fontainier.

Photo: Helvetas

Et que jaillisse le profit

*«L'eau est comme la souveraine bonté – la bonté de l'eau,
c'est d'être utile à tous, sans conflit.»*

(Tao te king 1.8)

Pendant que la politique projète des visions sur l'utilisation de l'eau de la planète, l'industrie privée va droit au but. Selon sa devise «forget aid, think business» la source de la vie devient source de profit. Des pays comme l'Angleterre et la France ont privatisé leur alimentation en eau. La Lyonnaise des Eaux, Vivendi, Thames Water, etc. font des affaires et, comme acteurs économiques sur la scène internationale, approvisionnent aussi des villes comme Manille, Djakarta, Ho-Chi-Minh-Ville, etc.

Ce qu'on veut faire passer pour un marché est en fait un monopole recevant la bénédiction de l'Etat; les consommateurs n'ont pas le choix entre plusieurs prestataires. Ce sont les firmes spécialisées dans la gestion des eaux qui possèdent tout le savoir-faire. L'Etat est tributaire de leurs informations et par conséquent la fonction publique de contrôle et de régulation est impossible.

La réaction de la banque genevoise Pictet souligne le potentiel économique de l'industrie de l'eau car, en janvier 2000, elle a été la première à lancer un «water fund» du fait que «la demande croissante d'eau ... fait augurer une évolution supérieure à la moyenne dans ce secteur».

Monsanto, une firme spécialisée dans le génie génétique et les semences, perçoit une chance à saisir dans la crise de l'eau. Dans un document stratégique, elle n'hésite pas à écrire en effet: « ... nous serons bien positionnés en raison des activités commerciales que nous menons et pourrons en profiter davantage encore lorsqu'éclatera la crise». Le groupe Life Science a toute la chaîne de l'alimentation sous son contrôle.

Pour 2008, de ses activités commerciales liées à l'eau en Inde et au Mexique, Monsanto attend des recettes de 420 millions de dollars et un bénéfice de 63 millions de dollars. De surcroît, ce géant acceptera volontiers l'aide qu'on voudra bien lui octroyer: outre les deniers publics pour l'alimentation locale en eau, il sonde le potentiel des sources de financement non conventionnelles (organisations non-gouvernementales, Banque mondiale, etc.) susceptibles de réduire ses propres investissements.

Nestlé, numéro un sur le marché des eaux minérales, réagit au manque d'eau salubre en lançant la bouteille d'eau «Pure Life». Vu le prix proposé, avec son salaire mensuel de 1500 roupies, une famille de travailleurs indiens parvient tout juste à couvrir le quart de ses besoins en eau potable.

Pompes hydrauliques d'entretien facile au Cambodge: En 1996, le technicien Werner Weber d'Emmenbrücke s'est envolé pour le Cambodge pour démontrer, dans le simple atelier de forgeron du programme de garantie alimentaire de l'EPER, qu'il était possible de construire une pompe bon marché et d'une maintenance aisée à partir de matériaux trouvés sur place. La pompe à pédale en question permet d'aller chercher l'eau sans effort à une profondeur de 8 mètres au plus et de couvrir les besoins d'une famille et de son jardin potager. Partout où la nappe n'est pas trop profonde, elle est la solution idéale pour l'alimentation en eau potable. Elle contribue donc largement à la santé des hommes.

Photo: EPER

Utilisation intégrée de l'eau – la voie du futur

«L'eau versée ne retourne pas dans la bouteille.»

(Proverbe kenyan)

Moins d'eau pour un nombre croissant d'êtres humains, tel est le défi auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. «Divide et impera» serait à coup sûr la moins bonne manière de le relever. L'eau, base commune de la vie, doit devenir le fondement d'une nouvelle collaboration planétaire visant à préserver la ressource vitale des générations futures.

Élément clef du développement de toute communauté humaine, l'eau salubre doit de plus être accompagnée d'installations sanitaires afin que la situation s'améliore aussi sur le plan de la santé et de la protection des eaux. Il est de toute évidence grand temps d'agir: si 36 pour cent des êtres humains avaient accès à des installations sanitaires en 1990, ils n'étaient plus que 34 pour cent en 1994.

La protection efficace des ressources hydriques (nappes souterraines, eaux de source et superficielles) n'est pas sans conséquence pour les utilisations agricoles, sylvicoles et industrielles. Outre la planification de l'emploi de l'eau, elle concerne la délimitation de zones protégées, l'établissement d'un plan rationnel d'affectation du sol, l'application de méthodes culturales douces et l'utilisation optimisée des ressources sylvicoles. La recherche et la formation dans les domaines de la préparation, de la distribution, de l'utilisation et de l'épuration de l'eau doivent reposer sur des techniques simples, susceptibles d'être financées et maîtrisées localement.

Mais une utilisation intégrée de l'eau requiert aussi la participation des différents groupes d'utilisateurs en présence, au moment de la planification déjà. Ces partenaires appelés à coopérer sont les paysans, les éleveurs, les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics ainsi que, tout particulièrement, les femmes comme premières utilisatrices.

La responsabilité de l'eau doit échoir à l'échelon adéquat au bas de l'échelle, au plan local, aux habitants riverains du même bassin versant. Mais cela présuppose obligatoirement des structures et des capacités institutionnelles adaptées pour la planification et la réalisation, sans parler de mécanismes de contrôle indépendants.

Les graves dangers qui planent sur l'eau deviennent ainsi une chance de susciter de nouvelles formes de coopération et de développement durable local et régional.

Projets d'eau potable au Népal: En 1999, des installations d'adduction d'eau épaulées par Helvetas ont été construites pour près de 10'000 bénéficiaires au Népal. La contribution en argent des villages, équivalente à la moitié des coûts des projets, a consisté en heures de travail, matériaux de construction et contributions des autorités locales. Les concernés, femmes en tête, assument l'entière responsabilité des initiatives. C'est par exemple le village qui décide où les fontaines seront établies. La population doit se concerter car chacun verrait d'un bon œil arriver l'eau devant sa propre porte, une solution par trop onéreuse. C'est en commun qu'un plan détaillé est tracé, de la source aux bornes fontaines et aux latrines. Pour l'heure, un expert népalais formé par Helvetas se préoccupe de régler les détails techniques.

Photo: Helvetas

DOUZE EXIGENCES POUR UNE POLITIQUE VIABLE DE L'EAU

«L'eau est la chose la plus utile au maintien de la vie. Or, elle peut être facilement altérée. Une loi doit donc la protéger.» (Platon)

Pour une convention internationale de l'eau

La Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas s'engage en faveur d'une convention mondiale sur les eaux dont les postulats tiendraient en ces termes:

Tout homme a le droit de disposer d'eau potable propre.

Il faut formuler explicitement l'égalité devant l'accès à l'eau comme un droit de la personne et des générations futures.

L'eau est un bien commun.

L'eau est irremplaçable. C'est un monopole naturel constituant un bien social et culturel. Elle ne doit pas devenir un produit commercialisé privé et une source de profit. Les règles économiques et commerciales internationales doivent tenir compte de cette préoccupation.

Prévention des conflits pour l'accès à l'eau.

Un tribunal d'arbitrage doit être institué pour servir de médiateur dans les conflits internationaux engendrés par la convoitise des ressources hydriques.

La gestion de l'eau doit s'inspirer des droits traditionnels.

Le droit international et national des eaux doit tenir compte des principes du droit traditionnel garant d'une gestion durable de l'eau.

La démocratie fait couler l'eau.

La démocratie et la subsidiarité instaurent les conditions sous-tendant une politique équitable de l'eau. Dans les pays en développement surtout, il y a lieu de déléguer l'utilisation et la gestion de l'eau aux collectivités locales / régionales regroupant tous les intérêts en présence.

Mettre fin au gaspillage de l'eau.

La nouvelle source d'eau la plus abondante proviendra de la réduction des pertes d'eau des systèmes d'irrigation et des réseaux d'adduction d'eau potable et de celles dues au gaspillage. Les prix de l'eau devront être modulés en fonction de son but d'utilisation et

échelonnés pour inciter à la parcimonie. La couverture des besoins de base doit être d'un prix abordable pour tous.

Imposer la protection des eaux.

Il faut lutter plus efficacement contre la pollution de l'eau à l'échelle mondiale, en encourageant en particulier une agriculture douce, en imposant des conditions écologiques à l'industrie et en érigeant des stations d'épuration des eaux usées. Les pays en développement seront énergiquement épaulés dans leurs efforts.

Inscrire le principe du pollueur payeur dans le droit des eaux.

Ceux qui polluent les eaux doivent répondre des dégâts qu'ils occasionnent au-delà des frontières et assumer les conséquences de leurs actes.

Quatre exigences à l'égard de la Suisse

- ⇒ Dans les instances concernées, la Suisse s'engage en faveur d'une convention globale de l'eau dans l'esprit des postulats susmentionnés.
- ⇒ La Suisse inscrit l'eau comme un bien public dans sa Constitution fédérale.
- ⇒ La Suisse fait profiter de la vaste expérience qu'elle a accumulée dans la gestion efficace des adductions d'eau dans les cadre de «consortages» comme alternative à la privatisation dans le débat international.
- ⇒ Les acteurs de la coopération au développement doivent s'engager d'une façon plus politique, au plan global également, en sus de leurs activités concrètes par projets, en faveur du droit à l'eau et de sa protection comme bien d'utilité publique.

Pour en savoir plus

DEH[DEZA]-Sektorpolitik Wasserversorgung und Siedlungshygiene, Bern 1994
(français??)

Dietziker Joerg, Wasser als Waffe, Türkische Dämme und Schweizer Helfer, Zürich 1998

Hoffmann Thomas (Hrsg. für das Asienhaus Essen), Wasser in Asien, Elementare Konflikte, seculo Verlag, Osnabrück 1997

Pacific Institute for Studies in Development, Environment and Security, The World's Water, The Biennial Report on Freshwater Resources, Oakland/USA

Petrella Riccardo, Le Manifeste de l'eau. Pour un contrat mondial, Editions Page deux, Collection «Cahiers libres», Lausanne 1999

Rotpunktverlag und Helvetas, L'or bleu, Zurich 2000

Homepages

www.worldwatercouncil.org («Think tank» international pour la politique de l'eau)

www.irn.org (International Rivers Network)

Impressum

Conception/Texte: Rosmarie Bär, Lavinia Sommaruga, Fritz Brugger, Corinne Wacker, Franz Gähwiler, Pepo Hofstetter, Kathrin Spichiger

Rédaction/Coordination: Kathrin Spichiger

Graphisme: P'INC.AG, Langenthal

Impression: Merkur Druck, Langenthal

Traduction: Jean-François Zurbriggen

Distribution: Communauté de travail, Case postale 6735, 3001 Berne

Prix au numéro: 3 francs plus frais de port; prix selon entente à partir de 10 exemplaires